



HAL
open science

ÉGYPTE: LA " RÉVOLUTION DU 25 JANVIER " EN CONTRECHAMP

Enrique Klaus

► **To cite this version:**

Enrique Klaus. ÉGYPTE: LA " RÉVOLUTION DU 25 JANVIER " EN CONTRECHAMP : Chroniques des " comités populaires " d'al-Manyal au Caire. Revue marocaine des sciences politiques et sociales, 2012, IV (Hors-série), pp.119-145. halshs-00682209

HAL Id: halshs-00682209

<https://shs.hal.science/halshs-00682209>

Submitted on 23 Mar 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉGYPTE : LA « RÉVOLUTION DU 25 JANVIER » EN CONTRECHAMP

Chroniques des « comités populaires » d'al-Manyal au Caire

Enrique KLAUS, Sciences-Po Rabat (UIR) / Centre Jacques-Berque (CNRS-MAEE)

Si le Musée égyptien du Caire était mondialement connu avant la vague de protestations qui a conduit à la chute du Président Moubarak, on ne saurait en dire autant de la place où il se situe. Indépendamment de ce dernier, la Place Tahrir ne revêtait jusqu'alors aucune saillance particulière dans « l'imaginaire collectif international ». Depuis lors, elle est devenue un lieu mnésique de ce qu'il convient désormais d'appeler en Égypte la « Révolution du 25 janvier »¹ et, au-delà, un lieu iconique de la contestation internationale². Les médias internationaux ont

¹ Pendant toute sa durée, on parlait plus volontiers de « révolution de la colère », tout au moins à partir du 28 janvier — le 25 janvier était baptisé « jour du changement ». Ce n'est qu'à la suite du départ de Hosni Moubarak que la dénomination « révolution du 25 janvier » s'est imposée, même si le slogan « révolution, révolution jusqu'à la victoire » (*thawra, thawra hatà al-nasr*) a souvent résonné sur la Place Tahrir pendant les 18 jours de contestation. À ce propos, il faut souligner que le terme « révolution » continue de faire débat parmi les politistes. Certains d'entre eux estiment en effet que l'emploi d'une telle catégorisation serait invalidé, dans le cas des événements qui se sont déroulés en Tunisie et en Égypte au début de l'année 2011, par le fait que leur déroulement les éloignerait de la définition politologique d'un tel phénomène, et que leurs conséquences se situeraient en-deçà d'un seuil décisif établi par cette même définition. Si la pertinence d'un tel débat (s'agit-il oui ou non d'une révolution ?) ne me convainc guère, il me semble cependant nécessaire de prendre en considération la situation *ex ante*, c'est-à-dire le degré de fermeté et de sclérose qui caractérisait le régime égyptien dans la première décennie des années 2000 et, conséquemment, l'étroitesse des fenêtres d'opportunité alors envisageables pour les voix dissonantes dans les canaux institutionnels de ce régime entropique, alors que la transmission héréditaire du pouvoir républicain semblait être le seul scénario possible de l'après-Moubarak. De ce point de vue, les « acquis » de la « Révolution du 25 janvier » sont loin d'être négligeables. Quoi qu'il en soit, pour ne pas prendre parti dans ce débat, j'utilise pour ma part la périphrase « cycle de mouvements de contestation », sans toutefois m'interdire d'employer le mot « révolution » et ce, par respect pour le langage des « acteurs », dans la mesure où il est désormais convenu en Égypte de faire référence à ces événements par l'appellation « Révolution du 25 janvier », que l'on en soit un fervent partisan ou un farouche opposant. Ce faisant, je tiens compte non seulement du cadre interprétatif mobilisé par les participants à ces événements, selon une acception performative du langage à laquelle ils semblent adhérer, mais également de la grammaire pratique de la catégorisation « révolution » en Égypte, où elle est utilisée en tant que synonyme d'un changement de plus ou moins grande portée. C'est ainsi que le coup d'État fomenté en 1952 par les douze « Officiers libres » est qualifié de « révolution », de même que le virage libéral opéré par Sadate, avec la politique de l'*infitâh* est appelée « la révolution de la correction » (*thawrat al-tashih*).

² Cf. notamment *The Daily News* « Occupy Wall Street : a Global Tahrir » <http://www.thedailynewsegyp.com/world/occupy-wall-street-a-global-tahrir.html>

largement contribué à cet état de fait : tous, à l'exception notable d'*Al-Jazeera* (dans un premier temps), se sont focalisés sur le Caire. Bien plus, ils ont circonscrit la contestation à la seule Place Tahrir, malgré la contribution importante d'autres villes égyptiennes (notamment Suez, Alexandrie, Al-'Arîsh ou encore Kafr al-Shaykh) à la dynamique de contestation.

L'adoption par les médias d'un tel angle a eu pour revers de laisser en friches de nombreux angles morts sur ces événements et sur la manière dont ils se sont déroulés. L'angle mort que tente de colmater le texte qui suit ne porte pas sur les intrigues byzantines de la Présidence, des services de renseignement et des hauts-gradés de l'armée. Moins « prestigieux » que ce qui devrait rester pour longtemps encore la « boîte noire » des événements de janvier-février 2011, l'objet de cet article ne nous en apprend pas moins sur les raisons de la chute du Raïs. Basé sur une « ethnographie participante », ³ ce texte traite en revanche d'un autre aspect largement dédaigné⁴, en dépit du fait qu'il constitue assurément le substrat d'expérience vécue de ces événements le mieux partagé par les Égyptiens, qu'ils y aient activement pris part ou non. Ce texte a pour objet les « comités populaires » de défense apparus trois jours après le début de la « révolution », dans l'après-midi du « Vendredi de la colère » (28 janvier 2011), suite à l'annonce par la télévision publique du retrait total des forces de sécurité. La chaîne Nile T.V. ne manque alors pas d'insister sur les conséquences de ce retrait en termes de « déflation » ou de vide « sécuritaires » (*infilat amnî*), ce qui amène les Égyptiens à assurer leur sécurité par leurs propres moyens en constituant des coordinations *sui generis* de défense, qu'ils baptisent « comités

³Ou plutôt une participation ethnographique en ce sens que, en y prenant part, mon but premier n'était pas la production d'une analyse, bien que je me sois vite rendu compte de la nécessité de tenir un carnet de « terrain ».

⁴ Le seul témoignage que je connaisse est celui de Yassine Tamlali pour *Maghreb Emergent* : <http://maghrebemergent.com/actualite/maghrebine/2056-reportage-une-nuit-vigilante-dans-le-caire-assiege-par-larmee-et-les-pillards.html>

populaires » (*al-lîgân ash-sha'biya*). Inspirés des « comités civils » (*lîjân madaniyya*) tunisiens, les « comités » égyptiens se distinguent de ces derniers par le fait qu'ils font leur apparition beaucoup plus tôt dans le déroulement des événements, bien avant le départ de Hosni Moubarak⁵. Organisés quartier par quartier, avec les moyens du bord et beaucoup d'ingéniosité, ces comités se constituent en réaction à une peur réelle, bien que largement entretenue par les rumeurs et/ou fausses informations colportées par la télévision publique égyptienne. Il en résulte un phénomène (à ma connaissance) sans précédent au Caire, et plus généralement en Égypte.

À l'échelle d'un pays comme l'Égypte et d'une mégalopole comme celle du Caire, étudier cette forme de solidarité peu commune peut permettre de réinvestir la perspective irrémédiablement locale de l'humain sur l'évènement⁶. Ceci explique en partie le format et la tonalité personnelle du texte à suivre. Celui-ci se veut moins une analyse qu'un compte-rendu testimonial, sous la forme d'une chronique de la « révolution du 25 janvier » en contrechamp de la Place Tahrir. En raison de son angle particulier, cette chronique couvre un espace circonscrit au quartier où je réside depuis avril 2008, al-Manyal, qui se situe à deux kilomètres au sud-ouest de la Place Tahrir, excluant ainsi ce qu'il s'est passé sur cette même place. Conséquemment, cette chronique devrait couvrir une séquence historique quelque peu différente des événements de la Place Tahrir, prise d'assaut une première fois le 25 janvier, et ne débute qu'au moment de la mise en place des comités populaires (29 janvier 2011) pour se clore à leur dissolution (11 février 2011). En raison de contraintes de format, cependant, il ne saurait question dans ce qui suit que des quatre premières nuits de mobilisation des comités ; les plus

⁵ Les « comités civils » tunisiens ne sont apparus qu'au lendemain de la fuite du Président Ben Ali, le 15 janvier 2011, pour tenter d'endiguer la terreur organisée par la garde républicaine loyale à ce dernier.

⁶ cf. à ce propos Paul Veyne, pour qui « l'histoire est faite de la même substance que la vie de chacun de nous » (p.50), et notamment les chapitres II et III de *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Folio, 1982.

décisives, en un sens, dès lors que c'est à ce moment-là que se sont dessinées les principales caractéristiques de ce phénomène. Cette chronique se base sur des notes prises quotidiennement lors de ma participation au comité populaire du quartier d'al-Manyal. Elles ont été éditées en août et octobre 2011 et, le cas échéant, complétées par quelques mémos vocaux et enregistrements vidéo que j'ai réalisés, pour constituer la chronique qui suit. Suite à ce récit, je conclus sur une analyse de ce phénomène, à la fois pour le mettre en perspective avec le principal acquis de la révolution, à savoir la chute de Moubarak, et pour dégager ce que les comités peuvent nous apprendre sur cet événement.

Peur sur la ville (29-30 janvier 2011)

Lors des trois premiers jours de la contestation, aucun cortège ne transite par l'île de Manyal. Ce n'est qu'à l'issue de la grande prière du vendredi qu'un petit groupe de manifestants fait le tour de l'île, dans l'espoir de réunir suffisamment de participants pour déborder les forces de sécurité qui obstruent le passage vers les sorties nord du quartier, à savoir le centre-ville où se situe la Place Tahrir (Nord-Est), et Giza, avec notamment l'ambassade d'Israël (Nord-Ouest)⁷. Le soir venu, après l'annonce du retrait de la police et des forces de sécurité, une marée humaine venant de Giza transite par le sud de Manyal pour rejoindre la Place Tahrir par la Corniche de la rive ouest du Nil⁸. En marge du cortège, plusieurs grosses cylindrées patrouillent bruyamment sur l'axe principal du quartier, l'avenue al-Manyal. De l'avis des riverains, les motards font des repérages pour organiser le pillage des commerces par la suite. Une heure plus tard, une odeur de brûlé envahit toute l'île, comme quelques mois auparavant au moment où un

⁷ Cf. la vidéo intitulée « #1 Al-Manyal Friday of Anger » (ainsi que celles allant jusqu'à #8) que j'ai téléchargées sur You Tube, prises lors du défilé du cortège sur l'avenue al-Manyal dont il sera question plus avant, en suivant le lien : <http://www.youtube.com/user/QuiqueCairo/videos>

⁸ Cf. les vidéos « #7 [et] #8 Al-Manyal Friday of Anger » prises sur l'avenue al-Roda, à l'intersection avec l'avenue al-Manyal, dont il sera également question plus avant (même lien).

incendie d'origine accidentelle détruisait une partie du siège du Parlement et de l'Assemblée consultative. Cette fois-ci, c'est le siège du Parti national démocratique (PND, alors au pouvoir) qui est la proie des flammes.

Au lendemain de ce tournant majeur du « Vendredi de la colère », cela fait trois jours qu'Internet est inaccessible et deux jours que le réseau de téléphonie mobile est hors-service. Depuis la veille, l'armée est censée s'être déployée dans la ville, sans qu'aucune présence militaire n'ait été à signaler dans le quartier. En ce samedi matin, jour partiellement chômé, une agitation inhabituelle anime les rues de Manyal. Les épiceries de quartier et les supermarchés sont pris d'assaut par les riverains qui craignent une pénurie. Des files d'attente débordent sur la rue devant les fours à pain et les magasins d'alimentation générale. Les gens qui en sortent emportent avec eux des palettes entières d'œufs, des sacs de farine, et des bidons d'huile, alors que certains commerçants vendent à crédit à leurs clients habituels.

À l'issue de la prière de midi, des petits groupes se forment aux abords des mosquées de quartier pour discuter des événements de la veille. Un pharmacien qui habite sur l'avenue al-Manyal rapporte ainsi qu'il a assisté à plusieurs tentatives de vol d'une succursale de banque et que le vigil aurait négocié avec les assaillants, en leur proposant notamment de s'en prendre au magasin de téléphonie mobile situé en face, pour éviter le casse. Par ailleurs, toujours selon lui, des « *baltagiyya* » (nervis ou hommes de main) en bande auraient également organisé des barrages routiers pour déposséder les automobilistes de passage de leur argent et autres biens de valeur —une rumeur persistante qui entachera durablement la réputation des comités populaires. Un jeune arborant un collier de barbe à la manière des salafistes raconte pour sa part que l'hôpital Suzanne Moubarak du quartier voisin de Sayyeda Zeynab a été dévalisé, de même que le

ministère de la Santé et celui de l'Agriculture (pourtant situés à Mounira et Doqqi, respectivement). Des jeunes d'un quartier adjacent de Manyal situé sur la rive ouest du Nil, al-Gayyara dans le secteur d'al-Mâlek al-Sâleh, auraient commis ces méfaits et auraient promis d'investir al-Manyal ce soir même. D'ores et déjà, certains appellent à l'organisation de comité d'autodéfense pour se prémunir contre les vols et les pillages tant redoutés.

Au moment où la nuit s'installe, vers 17h30, tout le monde s'attend à une nuit longue et incertaine. On anticipe le pire en cherchant un endroit sûr où cacher son argent ou les biens de valeur que l'on a chez soi, mais, en pareilles circonstances, difficile de s'imaginer ce que peut être le pire. Alors que les correspondants d'Al-Jazeera et d'Al-Arabiyya évoquent au conditionnel la mise à sac de villas et d'appartements des quartiers cossus de Ma'âdi (au sud du Caire) et de Muhandisîn (au nord-ouest) par des hommes en arme, une menace diffuse et imprécise s'empare des foyers, prenant tantôt la forme d'une razzia de *baltagiyya* décomplexés, tantôt celle d'incendies d'immeubles entiers.

Peu après 18 heures, le *bawwâb* (concierge et homme de service) de mon immeuble appelle les résidents sur l'interphone pour leur annoncer, alarmé, que « ceux d'al-Ghamrâwiyya » (une zone populaire de Manyal dans laquelle subsistent quelques maisons en tourbe) ont mis le feu à des immeubles, et qu'ils se dirigent droit sur notre rue située à seulement une centaine de mètres. Je descends aussitôt au pied de l'immeuble armé d'un poignard soudanais, qui n'était jusqu'alors qu'un objet de décoration, au mieux un coupe-papier. En bas, le *bawwâb* me confie un long bâton en bois (*shûmâ*), qui a du servir de manche à

pelle. Nous nous postons tous les deux dans l'attente d'une attaque qui n'aura jamais lieu⁹.

Nous sommes bientôt rejoints par d'autres occupants de l'immeuble. Ce sont surtout des jeunes hommes d'une vingtaine ou d'une trentaine d'années, étudiants ou employés d'entreprises de service pour la plupart, qui tentent d'assumer bon an mal an le rôle de la police. On fait rapidement connaissance, en oubliant quelque peu les conventions tant la tension est palpable. Chacun s'est improvisé une arme de fortune avec des objets du quotidien (la canne d'une personne âgée, un couteau de cuisine affûté, ou encore un hachoir de boucher) que l'on s'efforce de considérer comme des armes, alors que la nuit sera rythmée par des salves d'armes à feu dont on ignore alors l'origine. Des trottoirs et des ateliers environnants, divers objets (une planche en bois contreplaqué, un parpaing et deux grosses pierres) sont réunis pour improviser un « barrage » empêchant tant bien que mal le passage des automobiles devant notre immeuble. C'est ainsi, en toute hâte et dans une certaine confusion, que s'organisent les premières cellules des comités populaires ; d'abord immeuble par immeuble, puis rue par rue, et enfin à l'échelle du quartier tout entier — ce qui est facilité dans le cas de Manyal par le fait qu'il s'agit d'une île reliée au Caire par quatre ponts (dont un piéton) et à Giza par deux grands ponts routiers.

Le premier contrôle auquel doit officier notre cellule illustre l'amateurisme caractéristique des comités populaires. Entre 20h et 21h, une première voiture se présente et l'un des membres de la cellule (un étudiant en architecture) fait signe au conducteur de s'arrêter. Ce dernier obtempère, plus à la vue de notre barrage de

⁹ Il s'avérera par la suite que les habitants d'al-Ghamrâwiyya sont parmi les plus actifs dans l'organisation de défense du quartier. C'est ainsi la première d'une longue série de rumeurs à laquelle notre cellule de comité de quartier est confrontée. Ce sera une constante de ces évènements que de considérer les quartiers populaires environnants comme une menace pour la sécurité du quartier.

bric et de broc qu'à celle de nos armes de fortune. L'étudiant entreprend alors de l'interroger sur les raisons de sa sortie alors qu'un couvre-feu (*hadhr al-tajawwûl*) est imposé depuis la veille. Il lui demande également s'il réside dans le quartier, ce à quoi l'homme répond par l'affirmative, en s'empressant d'ajouter que son épouse est souffrante et qu'il cherche à rentrer chez lui au plus vite. Le conducteur n'est pas seul dans le véhicule : il y a à ses côtés un autre homme et, derrière, assis de part et d'autre du coffre du véhicule laissé ouvert, deux personnes sensiblement plus jeunes arborant chacun de longs couteaux (*matwa*), dont la lame mesure de 30 à 40 centimètres. Pendant que l'étudiant soumet le conducteur du véhicule à son interrogatoire, nous sommes deux à faire le tour de la voiture en affectant un air grave. Sur la banquette et dans le coffre, nous remarquons plusieurs cartons semblant contenir du matériel informatique, peut-être des ordinateurs portables. Mon voisin et moi-même sommes l'un comme l'autre plus préoccupés par les armes des deux jeunes gens que par le contenu de ces énigmatiques cartons dont ils montent la garde. En finissant notre tour, nous nous apercevons également que la voiture est immatriculée dans le gouvernorat de la Mer rouge, ce qui est plutôt rare dans le Grand Caire, et ce qui contredit passablement la thèse du conducteur selon laquelle ses occupants seraient résidents à Manyal. Dans une certaine confusion, nous nous attelons à dégager le passage pour laisser la voie libre au véhicule. Ce n'est qu'une fois la voiture arrivée au bout de notre rue que nous nous réunissons pour mettre en commun nos impressions. Et ce n'est qu'en mettant bout à bout ces différents éléments que nous concluons que nous venons de laisser passer des pilleurs. Tout en reconnaissant que ces derniers étaient en surnombre, et que nous n'aurions pu leur opposer de résistance, l'étudiant en architecture se rassure en gageant qu'ils seront certainement arrêtés par d'autres cellules postées sur la rue principale.

Suite à cet épisode, l'attente s'installe à nouveau et les discussions vont bon train. La nuit est rythmée par les nouvelles (le plus souvent des rumeurs, à mon sens) colportées par des jeunes qui font des rondes entre plusieurs cellules pour faire état des « forces » en présence et des armes à disposition. C'est ainsi que l'on apprend qu'un homme seul à bord d'une ambulance a été arrêté à un point central de l'île, Place al-Bâshâ, en possession d'argent liquide fraîchement dérobé d'une banque. Dans l'impossibilité de vérifier « l'information », les plus crédules s'en félicitent, tandis que d'autres (une minorité) se disent qu'il s'agit-là d'un moyen comme un autre de galvaniser les troupes. Dans la même logique, certains parlent de djihad, le plus grand et le plus noble qu'il soit, pour tenter de donner sens à leur action. D'autres affirment avec conviction que, si l'on meurt, ce sera en martyrs. On se rassure également en relayant une rumeur, particulièrement insistante, selon laquelle la T.V. publique aurait cité les jeunes de Manyal en exemple de courage et de civisme (ce dont je doute tant la T.V. publique s'emploie alors à semer la panique ; cf. *infra*).

Vers une heure du matin, un véhicule blindé passe à toute allure dans la rue principale. C'est la première fois que l'armée, dont on avait annoncé le déploiement, fait son apparition dans le quartier. Les barrages improvisés sur la rue principale lui ouvrent la voie et saluent le soldat en faction sur le toit du blindé par des cris et force gestes. Celui-ci tire des salves en l'air avec son arme automatique, moins pour répondre aux hurrahs des jeunes que pour tenter d'effrayer les pillards. Ce sont toutefois les femmes restées calfeutrées à la maison qui s'en alarment et qui, inquiètes, interrogent depuis leur balcon les membres des comités sur ce qu'il est en train de se passer.

L'heure tourne lentement et la tension demeure vive, malgré le calme relatif du milieu de la nuit. Chacun y va de son interprétation et nombreux sont ceux à

penser que les *baltagiyya* attaqueront au moment le plus opportun, quand, la fatigue aidant, les hommes regagneront leurs foyers. La tension est également entretenue par les nombreuses allées et venues que l'on fait, à chaque fois que des cris s'élèvent dans la nuit. Les signaux entre cellules ne sont pas encore au point et, dès que l'on entend du vacarme ou des tirs, on se déplace en nombre et dans l'urgence, pour prêter main forte, laissant ainsi nos postes à l'abandon. Systématiquement, cette nuit-là, il ne s'agira que de fausses alertes. Certains en viendront même à se demander s'il ne s'agit pas plutôt de techniques très personnelles pour se donner du courage ou pour tenir les autres éveillés et en alerte.

Vers trois heures du matin, deux *pick-ups* (*nusf naql*) font irruption dans la rue, en arrivant à contre-sens. Bien que passablement endormis, nous sommes cette fois-ci beaucoup plus nombreux (un peu moins de dix) pour les accueillir et, au besoin, les maîtriser. Nous faisons signe aux conducteurs de s'arrêter. Contre toute attente, le chauffeur du premier véhicule descend, ainsi que la personne qui l'accompagne. Ils sont six en tout, tous originaires de Haute-Égypte, à en juger par leur costume et leur accent. Les crépitements d'un *Taser* se font entendre, sans que l'on puisse déterminer leur origine exacte (il s'avéra qu'il s'agissait d'un membre des comités, et non l'un des passagers des véhicules). Le conducteur du premier véhicule s'emporte rapidement, dès la première question qui lui est posée, et prétend transporter un blessé à l'hôpital. Dans une certaine tension, nous demandons à le voir, mais notre interlocuteur fait tout pour faire diversion. Deux hommes des comités soulèvent alors la bâche posée dans la benne du premier *pick-up* pour s'enquérir de ce qu'elle sert à cacher. Rien, pas de blessé, ni d'objets volés. Le conducteur de cet étrange convoi invective alors le chauffeur du second véhicule, mais ses remontrances sonnent faux et semblent servir à masquer sa

gêne. Tous les passagers remontent dans les véhicules et ce drôle de convoi repart en trombe vers la rue principale.

La prière de l'aube est le signal de ce que nous pourrions bientôt rentrer chez nous et dormir. Un petit groupe de personnes habillées à la manière des salafistes fait son apparition dans les rues et se dirige vers la mosquée Al-Sharif en regardant stupéfaits les membres des comités populaires. Plusieurs d'entre ces derniers emboîtent le pas des salafistes et quittent leur poste pour accomplir la prière, puis en profitent pour rentrer discrètement chez eux. Nous ne sommes plus qu'une petite poignée à attendre le lever de soleil. Á 7h30, le laitier de la rue lève le rideau de fer de son commerce, ce qui est perçu comme un signe fébrile de retour à la vie normale, et le signal de ce qu'il est à présent possible d'aller prendre du repos.

Al-Manyal en proie aux rumeurs (30-31 janvier 2011)

Nombreux sont ceux à être réveillés en fin d'après-midi par le bruit assourdissant du survol de deux avions de chasse tournoyant au-dessus du centre-ville. La nuit tombée, cet étonnant survol est sur toutes les langues. De même, les plaisanteries sur « le couvre-feu le plus étrange de l'histoire de l'humanité » vont bon train ce soir-là, alors que l'on constate un net renfort des effectifs des comités populaires, notamment avec la participation d'hommes plus âgés que la veille. Certains attribuent cela au SMS envoyé par les opérateurs de téléphonie mobile dont l'impact a(aurait) été remarquable sur la population :

« VODAPHONE — Les Forces armées appellent les hommes fidèles d'Égypte à faire face aux traîtres et aux criminels et à protéger nos familles, notre honneur et notre grande Égypte »

Si les effectifs sont plus nombreux, les moyens mis en place sont également plus sophistiqués que la veille. Sur la rue principale, les palissades de taule

ondulée d'un chantier d'immeuble sont utilisées pour renforcer les barrages routiers à son entrée Sud. On place également deux spots lumineux devant l'entrée principale de la succursale de la banque qui aurait été menacée deux jours auparavant, et qui est à présent surveillée par un groupe d'hommes en faction. Tout et n'importe quoi (veille voiture en panne, tronc d'arbre, guérite de gardiennage renversée, etc.) est mis en travers de la chaussée pour entraver la circulation. Une « prison » est même improvisée dans un café dans lequel sont placés en détention les individus ayant tenté de profiter de la situation pour cambrioler des appartements ou des commerces, en attendant que l'armée vienne les rechercher, vraisemblablement pour les transférer dans une prison militaire.

Ce soir-là, comme la veille (et comme les soirs suivants), les voleurs à la petite semaine tentent leur chance très tôt en soirée. Ainsi, vers 19h, notre cellule refuse-t-elle le passage à deux jeunes d'à peine vingt ans se déplaçant en scooter, et dont l'attitude laisse à penser qu'ils ne participent pas aux comités. Peu de temps après, ces deux mêmes jeunes se présentent à nouveau dans la rue, mais cette fois-ci à pied, en nous gratifiant d'un tonitruant « *salâm 'alîkum* », imitant en cela les riverains et patrouilleurs des comités, et espérant de la sorte tromper notre vigilance. Ce n'est qu'après leur passage que nous sommes plusieurs à nous demander s'il ne s'agit pas des mêmes jeunes que précédemment. L'homme le plus âgé de notre cellule les rattrape prestement et les interroge sur le but de leur « promenade ». Ceux-ci prétextent alors qu'ils sont à la recherche d'un bureau de tabac (la pénurie de cigarettes s'est vite fait ressentir dans le quartier), mais le sourire narquois de l'un d'entre eux achève de nous convaincre unanimement de ce qu'ils sont en patrouille pour repérer un lieu à cambrioler.

Comme la veille également, la perméabilité des appartements avec la rue est des plus surprenantes. Les femmes sortent au balcon pour tenir « informés » les

membres des comités des « nouvelles » diffusées par la T.V. publique. On ne peut qu'acquiescer en leur recommandant d'éteindre le poste et, surtout, de ne pas se pencher au balcon lorsqu'elles entendent des coups de feu et de se tenir éloignées des fenêtres. Pour la grande majorité, hommes et femmes confondus, le tube cathodique (et la chaîne publique en particulier) semble(nt) être la seule source d'information digne de confiance¹⁰. La preuve pourrait en être les effets de réalité d'une information, qui se révélera fausse, et selon laquelle les canalisations d'eau potable seront coupées pendant la nuit. Comme pour factualiser la rumeur, les plus âgés ressassent leurs souvenirs de la guerre de 1973, avec son lot de pénurie et de rationnements en tout genre, cependant que les femmes restées au foyer participent de « l'effort de guerre » en remplissant baignoires, cuves et bassines. Une autre information largement diffusée parmi les comités fait état de l'évasion de quelques 5000 prisonniers détenus au centre pénitencier du Fayoum, situé à une centaine de kilomètres au sud-ouest de la capitale. S'il est vrai que plusieurs prisons (dont celle du Fayoum) seront vidées de leurs pensionnaires (le plus souvent avec la complicité des policiers), la récurrence de cette information laisse à penser que les évadés se dirigent droit sur al-Manyal. Au petit matin, dans un langage particulièrement châtié, nombreux seront ceux à plaisanter sur cette rumeur ou sur la déformation du substrat de vérité sur lequel elle se base, pour mieux montrer qu'ils n'en ont eu cure.

Une autre rumeur connaît un certain succès, bien qu'elle ne soit pas présentée (dans un premier temps) comme émanant de la T.V. publique. Plusieurs patrouilleurs (venant pourtant de l'exact opposé) annoncent aux diverses cellules des comités une attaque imminente sur le Pont 'Abbâs qui relie Giza à al-Manyal.

¹⁰ Par la suite, certaines cellules innoveront en installant un poste de télévision sur le toit d'une voiture stationnée, de manière à suivre directement depuis la rue les éditions spéciales proposées par la chaîne publique.

Des *baltagiyya* venant du quartier populaire de Fayçal seraient en route pour mettre à sac le quartier, et pour en découdre avec les Frères musulmans dont le siège était alors situé au sud de l'île (et dont on dira également qu'ils se préparent une contre-attaque). Á nouveau, les effets de réalité ne se font pas attendre : par groupe de deux, des jeunes transportent des casiers de boissons gazeuses remplis de cocktails Molotov, confectionnés avec des bouteilles de soda remplies d'essence, vers le pont en question, pour « défendre les frontières » selon leur propre expression. On envoie également trois jeunes en délégation pour rendre compte de la situation. Lorsqu'ils reviennent, ils annoncent que tout est calme : les cocktails Molotov sont en place et les jeunes ont improvisé une partie de football, ce qui est pour eux le signe de ce qu'aucune menace ne se profile. Il s'avérera en revanche que, tout au Sud de l'île, dans le district de Roda, les comités populaires ont du faire face à une attaque qu'ils auraient repoussée à l'aide des cocktails Molotov au niveau du pont piétonnier reliant al-Manyal à la Corniche du Nil.

Après la prière de l'aube, une dernière rumeur tient les comités en haleine : un gang se déplaçant en Mercedes serait en train de semer la panique sur la petite corniche à l'est de Manyal et auraient dévalisé la boutique d'une station-service. Selon une autre version, le gang aurait volé des véhicules de la concession Mercedes située sur la Corniche et aurait dévalisé la station-service, ce qui serait confirmé par l'appel au calme et à la vigilance de l'imam de la mosquée du coin. Nous nous rendons à plusieurs sur la Corniche, du côté de Manyal, et ne pouvons que constater le calme qui y règne¹¹.

¹¹ Toutefois, en me rendant à la Place Tahrir, vers midi, j'ai pu constater par moi-même que la boutique de la station-service pourtant barricadée par des palissades de bois a bel et bien été la proie des pilleurs. La concession Mercedes, quant à elle, ne semblait pas avoir été approchée.

Par-delà toutes ces rumeurs, le principal développement de ce deuxième soir de comités populaires est la sophistication des armes, pour la plupart artisanales. Les cocktails Molotov, dont l'essence sert le plus souvent à alimenter le feu allumé pour se réchauffer, constituent la principale innovation de la soirée. La plupart des membres sont équipés de manche à pelle ou de manche d'aspirateur utilisés comme gourdins. Plusieurs, parmi les plus âgés, portent des armes à feu de petit calibre appelé « *tabanga* » en Égypte (un seul 9 mm. circule dans le secteur où je suis). La palme de l'ingéniosité revient toutefois à un carrossier de la rue qui se confectionne un lance-flamme artisanal à l'aide d'une petite bonbonne de gaz reliée à un chalumeau et fixée à des bretelles lui permettant de la porter sur le dos (à ceci près qu'il lui manque un briquet pour allumer son « arme »).

La routine des comités s'installe dans l'économie de pénurie (31 janvier – 1er février)

De retour à pied de la Place Tahrir, en compagnie d'un voisin rencontré la veille dans les comités populaires, nous nous arrêtons à chaque cellule entre la place et al-Manyal pour nous enquérir du niveau de protection. Le souvenir de l'attentat contre une église d'Alexandrie pendant la veillée du Jour de l'an étant encore vivace dans les esprits¹², nous faisons un détour par l'église Mar Girgis de Manyal pour voir (et constater) que, malgré le retrait de la police, elle n'a pas été attaquée.

Après avoir raccompagné mon voisin jusqu'à son domicile, je retourne à ma rue et rencontre la femme du *bawwâb* qui se tient à l'entrée de l'immeuble avec son fils dans les bras. L'inquiétude se lit sur son visage alors qu'elle m'apprend qu'un cambrioleur armé d'un pistolet rôde dans la rue. Bien qu'il fasse nuit, il

¹² Dans la nuit du 31 décembre 2010 au 1^{er} janvier 2011, un attentat à la bombe dans une église d'Alexandrie a fait 21 morts et 79 blessés, suscitant une vive émotion en Égypte et au-delà.

n'est que 19h, et seuls les comités situés aux entrées de Manyal et sur la rue principale sont en place. Aucun membre de notre cellule n'étant présent, je lui demande d'aller chercher une matraque de fortune, pendant que je fais le guet à l'entrée de l'immeuble. C'est alors que plusieurs coups de feu retentissent plus bas dans la rue, d'où arrive à petites foulées une poignée d'hommes armés de couteaux. Arrivés à ma hauteur, ils m'informent de ce que le cambrioleur se serait introduit au numéro 4 de la rue (le numéro 5, selon d'autres versions). Un résident de l'immeuble alerté par les coups de feu arrive en renfort. Nous confions la garde au *bawwâb*, qui est revenu d'une course, et partons inspecter la cour arrière de l'immeuble où personne ne se trouve, autant que l'on puisse en juger dans la pénombre. En prenant soin de ne pas se trouver dans son angle de tir éventuel, nous montons au pas de course les sept étages de l'immeuble pour voir si l'assaillant ne serait pas en train d'attendre que le calme revienne, mais celui-ci demeure introuvable. En redescendant, nous entendons des éclats de voix dans la rue parallèle qui communique avec la nôtre par un passage en creux non-éclairé. Après quelques hésitations, nous nous y engageons pour dénicher le cambrioleur. Toujours personne, ce qui est à la fois rassurant et inquiétant. Les hommes des comités ayant des armes à feu viennent à notre rencontre et annoncent qu'ils abandonnent les recherches, estimant que l'énigmatique voleur a du prendre la fuite en entendant les coups de feu. On rapporte qu'un enfant de dix ans aurait été blessé par un jeune du quartier en permission du service militaire. Celui-ci aurait tiré par méprise sur l'enfant à l'aide d'une carabine à air comprimé. Selon certaines sources, la jeune victime aurait été conduite à l'hôpital et, selon d'autres, elle aurait tenu à garder la balle. Impossible de démêler le vrai du faux, mais, selon toute vraisemblance, ce complément d'information autour de l'enfant blessé aura essentiellement servi d'élément de factualisation de l'épisode du cambrioleur imaginaire. Quoi qu'il en soit, cet épisode aura pour conséquence l'installation,

dès le lendemain, de système d'éclairage dans les recoins de notre secteur plongés dans l'obscurité, pour pallier ce genre de mésaventures.

Le reste de la nuit sera beaucoup plus calme que les nuits précédentes, en partie parce que les signaux sont à présent mieux maîtrisés et, dès lors, mieux interprétés, maintenant que l'on sait que plusieurs armes à feu circulent parmi les comités populaires. Au carrefour central, un jeune relève les plaques d'immatriculation des véhicules, taxis et voitures particulières, qui traversent l'île en faisant fi du couvre-feu imposé depuis maintenant trois nuits. La rumeur autour de la panique semée par un *pick-up* transportant des femmes portant le voile intégral (*niqâb*) et armées de couteaux a eu pour effet de renforcer la vigilance des « garde-frontières ». À l'entrée d'al-Manyal, on contrôle les papiers d'identité et les permis de conduire, et l'on fouille le coffre des voitures, que l'on laisse désormais ouvert, le temps qu'elles traversent le quartier. Certains conducteurs se montrent coopératifs, mais d'autres, lassés d'être soumis à autant de contrôle de la part de civils dont ils ne connaissent pas les intentions, ne masquent pas leur agacement. Plusieurs riverains mettent à disposition leur voiture pour faire des patrouilles, à la fois pour s'enquérir des besoins éventuels des membres des comités et pour prendre en chasse les véhicules refusant de s'arrêter.

Deux documents entrés ce soir-là en circulation parmi les comités témoignent à la fois de nets progrès dans l'organisation des comités, et de l'installation d'une certaine routine dans leur action. Le premier (cf. ci-contre) fait partie d'un système inauguré ce même soir, pour tenter de s'attirer les bonnes faveurs des automobilistes de passage sur l'île. Il s'agit d'un « laissez-passer » distribué aux automobilistes, que ces derniers doivent présenter à chaque poste de contrôle,



et sur lequel on peut lire ceci :

Organisation de la société civile

L'association de bienfaisance *Al-Akramayn* d'al-Manyal, enregistrée sous le numéro 5886 pour l'année 2004, en coopération avec les comités populaires pour le maintien de l'ordre et de la sécurité dans le quartier al-Manyal.

Laissez-passer de voiture dans le quartier al-Manyal, al-Roda [le Sud de l'île], et la rue 'Abd al-'Azîz Âl Sa'oud **uniquement**

Ce laissez [-passer] n'a de valeur que s'il est frappé du tampon de l'association et qu'il comporte l'image du drapeau égyptien [au verso]....

(Celui qui aime l'Égypte ne détruit pas l'Égypte)

Le second document est un badge (cf. ci-dessous) distribué aux participants aux comités populaires de manière à ce qu'ils puissent se reconnaître entre eux, notamment au moment des patrouilles dans le quartier. Ce badge prend la forme d'une photocopie de piètre qualité plastifiée que les membres des comités épinglent à leur poitrine ou en haut du bras à la manière d'un galon, et sur laquelle sont inscrites les mentions « Comités populaires — île d'al-Manyal » en dessous de l'aigle emblème du drapeau égyptien enserré dans un croissant de lune.



Grâce à la meilleure organisation dont témoignent les comités, la routine s'installe dans une certaine convivialité en ce troisième soir de mobilisation. Des familles servent des plateaux repas composés de riz et de viande, proposent des fruits et du thé pour se réchauffer, passer le temps et sociabiliser. Quelques jeunes fument du haschisch en regardant, et en commentant bruyamment, le match de football improvisé sur le parvis d'une station-service proche du Pont 'Abbâs. Les premiers signes d'une économie de pénurie commencent cependant à apparaître : seules les cigarettes bon marché « Cléopatra » sont disponibles, et l'on ne trouve

plus de recharges téléphoniques (à présent que le réseau a été rétabli). Par ailleurs, certains commerçants profitent de la situation pour ouvrir toute la nuit et augmenter leurs prix, notamment les boulangers, les épiciers et les buralistes. Nombreux sont les membres des comités, qui constituent *de facto* l'essentiel de leur clientèle nocturne, à se plaindre de cette soudaine inflation. Ils estiment ainsi que, sans leur mobilisation, il serait impossible aux commerces d'ouvrir, sans compter que ceux-ci seraient les premières cibles des pilleurs. Seul le vendeur de fruits secs (*libb*), dont les Égyptiens sont friands, pratique les mêmes prix que d'ordinaire, « pour garder un semblant de normalité », selon ses dires.

Les signes avant-coureurs du « combat du chameau » (1er-2 février)

Retour de Tahrir en voiture avec le même voisin que la veille et un couple d'amis. En chemin, nous prenons la mesure du nombre de comités jalonnant une aussi petite distance que celle qui sépare Tahrir de Manyal, et nous comprenons mieux l'agacement de certains automobilistes transitant par notre quartier, ce que nous interprétons jusqu'alors comme un manque de coopération. Arrivés à al-Manyal de nuit, nous constatons que le dispositif des comités est en place : un barrage filtrant est posté aux deux entrées du petit bras de Nil, la rue de la Corniche est fermée par un vieux tronc d'arbre et une carcasse de voiture, et trois postes sont en place sur l'avenue al-Roda. Invariablement, à notre arrivée dans les comités, on nous accueille en nous taxant gentiment d'« envoyés spéciaux de la place Tahrir », dont on nous demande des nouvelles. Á la fin de notre exposé qui traduit généralement un enthousiasme qui est loin de faire l'unanimité, on nous charge sur le ton de la plaisanterie de faire passer le message à « ceux de Tahrir » que « ça suffit ! » et que l'« on veut retrouver une vie normale, dormir la nuit et aller au travail le jour ! ».

L'habitude et la routine s'installant, l'ambiance joviale de la veille se confirme en début de soirée. Vers 22 heures, la bonne humeur est quelque peu entamée par le passage d'un bolide qui force tous les postes de contrôle entre le pont al-Mâlek al-Sâleh et le pont 'Abbâs, et manque de renverser plusieurs membres des comités. L'émotion est vive et les cris des participants a pour effet d'ameuter toutes les cellules avoisinantes. Le reste de la soirée se déroule sans incident majeur, tout au plus quelques échanges de mots peu courtois au moment des contrôles. Fait nouveau : un *pick-up* de la police, avec à son bord deux policiers en civil et six soldats armés de kalachnikovs, est stationné à proximité du croisement des deux axes principaux de l'île.

Vers une heure du matin, un vacarme retentit sur l'avenue al-Roda. Ce sont les membres des comités qui battent le rappel en frappant violemment à l'aide de matraques sur les palissades de taule ondulée utilisées pour barrer l'entrée de l'avenue al-Manyal. Aux premiers battements sur les palissades, la voiture de police prend la fuite et laisse les comités gérer la situation critique qui se présente. Les cellules des petites rues se déplacent en nombre pour prêter main forte mais, arrivés sur place, rien ne semble anormal. Pressés par les questions, les membres postés au croisement des deux artères principales nous informent que des *baltagiyya* sont venus du quartier populaire de Masr al-Qadîma et qu'ils viennent de passer en convoi de deux voitures escortées par une dizaine de motociclettes. Selon les mêmes informateurs, les riverains du premier poste qu'ils ont franchis auraient préféré les laisser passer pour éviter l'altercation, en gageant qu'ils ne feraient que passer. C'est précisément ce qu'ils semblent faire, dès lors qu'ils sont à présent sur le pont 'Abbâs, en direction de Giza.

Une vingtaine de minutes plus tard, le convoi de nervis revient de Giza et passe à nouveau dans le quartier. En fait de *baltagiyya*, il s'agit de militants pro-

Moubarak, dont on peut penser sans trop risquer de se méprendre qu'ils sont rémunérés pour leur « performance ». Ils se déplacent à petite allure, en klaxonnant en rythme, à la manière des convois de mariés, en arborant une banderole fixée au toit des voitures sur laquelle on peut lire : « Oui à Moubarak, oui à la stabilité ». Un véhicule des comités populaires s'avance pour les escorter vers la sortie du quartier, par le pont d'où ils sont arrivés. De part et d'autre de la rue al-Roda, les participants aux comités regardent le spectacle donné par ce drôle de convoi. Leur visage traduit à la fois leur inquiétude, en raison de l'allure peu amène des « militants pro-Moubarak », et leur amusement face aux gesticulations d'un membre bien connu des comités, « le général Zenga »¹³, qui a pris place sur le capot d'une des voitures des militants, et qui applaudit au rythme du klaxon, tout en prenant soin de mettre le pistolet attaché à sa ceinture en évidence, à l'attention du conducteur.

Le calme revenu, les cellules alertées plus tôt retournent à leur poste dans les petites rues du quartier, pour entretenir le feu et boire du thé en commentant ce drôle d'épisode. À peine a-t-on le temps de se réchauffer que l'on entend à nouveau le vacarme provoqué par les matraques sur la taule ondulée. À ce signal à présent maîtrisé, les cellules des petites rues accourent de toutes parts pour prêter main forte aux comités en place sur l'avenue al-Roda. Ce sont les deux mêmes voitures escortées par quelques motocyclettes ainsi qu'une vingtaine ou une trentaine de jeunes gens, d'à peine vingt ans, qui se déplacent à pied. De l'avis général des membres des comités, ces jeunes sont des repris de justice (*musajilîn khatar*) que les « élus » locaux du PND du quartier voisin ont soudoyés pour qu'ils se joignent à cette triste parade. Leur regard vitreux et placide trahissant la

¹³ Le grade de « général », en référence à son rôle dans l'organisation des comités, et « Zenga » (son surnom dans le quartier) en référence à sa couleur de peau et à ses origines nubiennes (Zenga vient de « *zingî* » ou « *zinjî* », terme péjoratif signifiant littéralement « celui qui a la couleur du zinc »).

consommation de produits stupéfiants, il est fort probable qu'on leur ait distribué, en plus d'un repas chaud et d'un petit pécule d'argent, les fameuses « pilules » (*burshâm* ; pl. *barâshim*) de Tramadol de fabrication chinoise ou allemande qui se vendent alors à 20LE ou 80LE, respectivement, et qui font des ravages dans les quartiers populaires. Le spectacle est des plus pitoyables, mais personne dans les comités populaires ne semble s'en émouvoir. Plusieurs participants s'offusquent même de ce qu'ils sont appelés en renfort, alors que les effectifs de la rue principale sont en nombre suffisant pour contenir les « militants pro-Moubarak », estimant qu'il serait plus judicieux de maintenir nos positions pour neutraliser ceux d'entre eux qui parviendraient à se faufiler dans les rues du quartier. Le convoi « pro-Moubarak » parcourt le même itinéraire que précédemment et traverse le pont 'Abbâs vers Giza, avant de repasser et de s'en retourner à leur quartier. À leur départ du quartier, chacun dans les comités reprend son poste.

Peu de temps après, l'alerte est à nouveau donnée et tout le monde mobilise, y compris ceux qui protestaient plus tôt. Cette fois-ci, les deux voitures et l'essaim de motociclettes encadrent un cortège de ces jeunes drogués au Tramadol dont le nombre impressionnant doit atteindre les deux cents à trois cents individus, selon mes estimations. Leur tenue vestimentaire témoigne de leur condition modeste et je suis notamment frappé par le nombre de ces jeunes dont l'ourlet de pantalon est retroussé jusqu'au mollet, comme s'ils venaient de finir de nettoyer le sol d'un café ou d'un commerce qui les emploie pour ce genre de menues tâches. On compte sur les doigts de la main les personnes (plus âgées) d'allure plus commune qui s'ingénient à filmer le cortège et la mobilisation des comités avec un appareil photo numérique. La grande majorité est armée de *matwa* que les jeunes brandissent au-dessus de leur tête et agitent en l'air au rythme des klaxons et des deux slogans qu'ils reprennent en chœur et que leur ont vraisemblablement

soufflés les organisateurs de cette manifestation nocturne des plus incongrues en plein couvre-feu. Le premier est censé exprimer leur soutien à Moubarak : « Nous voulons la stabilité, nous voulons Moubarak » (et l'on peut légitimement penser que la « stabilité » est le dernier souci de ces jeunes). Le second est composé de propos orduriers à l'endroit de la figure de l'opposition Muhamad Baradei (ou plutôt de sa mère), de retour en Égypte depuis le 27 janvier, et dont on peut également penser que ces jeunes ne soupçonnent même pas l'existence.

Face à ce bataillon de jeunes *baltagiyya*, ordre est donné dans les comités de rassembler les réserves de cocktails Molotov à l'entrée des secteurs d'al-Roda et de l'avenue al-Manyal et de former une chaîne humaine pour boucler les entrées du quartier afin de créer un couloir dans lequel puisse défiler le cortège. Tout le monde s'exécute et se tient bras dessus, bras dessous, en prenant bien soin de mettre en évidence les armes (blanches et à feu) en témoin de notre détermination à défendre le quartier. La tension est palpable alors que le cortège arrive à hauteur de l'entrée sud de l'avenue al-Manyal, trop large pour que l'on puisse la boucler complètement. Toutefois, le cortège suit diligemment la voiture de tête qui se dirige, comme les fois précédentes, en direction de Giza. À hauteur de l'avenue principale du quartier, quelques jeunes se détachent du cortège et viennent nous inviter à les rejoindre et à soutenir le président, en tirant sur les bras imbriqués des membres du comité. Leur voix éraillée ne parvient pas à convaincre de leur sincérité, d'autant plus qu'ils n'insistent guère, de sorte que personne ne sort du rang. Bien que leur pas soit relativement soutenu, leur passage semble interminable. On aperçoit enfin le second véhicule du convoi, celui qui ferme la marche. Un jeune manifestement shooté au Tramadol est assis dans le coffre ouvert de la « voiture-balai ». Un sourire narquois aux lèvres, il laisse ses jambes ballantes rebondir sur le pare-choc de la voiture, en faisant danser au-dessus de sa

tête un pistolet-mitrailleur automatique (peut-être un Uzi de fabrication israélienne) au rythme des slogans et des klaxons.

Une fois le cortège engagé sur le pont ‘Abbâs, nous rompons les rangs, mais restons en poste dans l’attente de leur retour. Tout le monde s’émeut du pistolet-mitrailleur contre lequel les armes à feu que certains membres ont en leur possession ne peuvent rien. Étonnement, le cortège respecte le sens de circulation, de sorte qu’il passe à présent du côté opposé de l’avenue al-Roda, offrant le même spectacle désolant. Nous ne démobilisons qu’après les avoir vus passer le pont al-Mâlek al-Sâleh et restons sur le qui-vive jusqu’au petit matin. Suite à la démonstration de force des « militants pro-Moubarak », des petits cortèges d’une trentaine de *baltagiya* en armes reviendront à deux reprises narguer les comités de sorte que, au total, ils les auront mobilisés de 1h à 3h du matin. Le reste de la nuit se déroulera sans problème majeur, mais dans une vive tension. Peu avant l’aube, un homme d’une quarantaine d’années se présente à notre cellule et refuse de s’arrêter. Rattrapé par les membres de notre cellule, il refuse également de montrer sa carte d’identité. Sommé de le faire pour pouvoir passer son chemin, il nous tourne le dos pour fouiller longuement dans ses poches, en grommelant diverses insultes qui ont pour effet de faire monter la tension d’un cran. On envoie quelqu’un chercher un homme armé, car nous craignons qu’il dégaine lui-même une arme. Après plus de temps qu’il ne faut pour le faire, il finit par présenter sa carte d’identité et il s’avère qu’il habite bel et bien dans le quartier (ce qu’il se refusait à élucider). Jamais au cours des comités, le lever du soleil n’aura été aussi rassurant.

Au final, cette nuit aura été la plus mouvementée des 15 jours de mobilisation des comités. Rétrospectivement, elle n’est qu’un prélude aux violents affrontements qui opposent le lendemain (le 2 février) les manifestants de la place

Tahrir à des *baltagiyya* et des policiers en civil, dont certains sont montés à cheval ou en chameau (d'où l'appellation de « combat du chameau » donnée à cet épisode par les médias égyptiens). Ce même jour, les comités populaires se reconstituent très tôt, dès midi, pour assurer la sécurité en marge des manifestations pro-Moubarak qui transitent par Manyal pour rejoindre la place Mustafâ Mahmood. Aucun incident grave ne sera toutefois à signaler, mais, à nouveau, l'enjeu étant de faire nombre et de mobiliser le plus largement possible, les militants pro-Moubarak tenteront d'inciter les membres des comités à les suivre.

Remarques conclusives

Suite à cette nuit décisive dans le maintien des comités populaires, la mobilisation perdue encore une dizaine de jours. Ce n'est qu'au surlendemain de l'annonce du départ de Hosni Moubarak (le 13 février) que les comités se dissolvent, faute de participants, sans pour autant que la police ne réinvestisse les rues. Jusqu'au retour partiel de la police, à la fin du mois de mars, le noyau dur des comités —essentiellement les hommes en possession d'une arme à feu— reste en alerte et intervient ponctuellement, principalement pour des cas de cambriolage ou d'agression armée (notamment dans une école primaire du quartier).

En conclusion de ce bref exposé des premiers jours de mobilisation dans le quartier al-Manyal, quel bilan établir de ce phénomène inédit que sont les comités populaires ? Au terme de cette courte chronique des premiers temps de la « Révolution du 25 janvier » en contrechamp de la place Tahrir, comment le mettre en perspective avec la chute de Hosni Moubarak ? Enfin, quelle lumière jette-t-elle sur la situation actuelle de l'Égypte, à la fin de l'année 2011 ?

À peine un an après leur formation, force est de constater que le bilan des comités populaires reste contrasté. D'une part, on ne peut faire l'impasse sur l'image négative véhiculée par ces regroupements de civils en armes et sur les vives inquiétudes, formulées très tôt, et au sein même des comités, sur les armes en circulation et les jeunes gens se prenant au jeu de la parade en armes¹⁴. De ce point de vue, il est indéniable que le vif sentiment d'insécurité qui perdure jusqu' alors au Caire et en Égypte (cf. *infra*) repose en partie sur la performance de ces jeunes gens capables de défier toute forme d'autorité. Positivement, et d'autre part, au moment de la constitution de ces comités, on a assisté au renforcement d'un lien de solidarité locale d'ores et déjà existant dans les quartiers populaires, ou à l'émergence d'un tel lien dans les quartiers de classe moyenne comme al-Manyal. Trois éléments peuvent témoigner en ce sens. Premièrement, au moment de la mobilisation, on a pu noter une forte fonction intégratrice des comités populaires. Ainsi, de soir en soir, chacun pouvait-il établir les liens familiaux entre les différents participants (untel est le fils d'untel ; tel autre est le frère de tel autre) et se féliciter de l'occasion pour faire connaissance avec les voisins qu'on ne faisait habituellement que croiser. Au-delà, les participants établissaient une frontière nette entre les hommes du voisinage en âge et en condition physique pour se mobiliser, mais qui ne le faisaient pas, et ceux qui prenaient part aux comités, le plus souvent sur la base d'un argument patriotique ou nationaliste (les « vrais Égyptiens » sont ceux des comités), à tel point que des étrangers y participant, tels un voisin libyen et moi-même, se sont vus « octroyer » à maintes reprises la nationalité égyptienne par d'autres participants, sur la seule base de leur participation aux comités. Deuxièmement, ce type d'analyse d'un lien social émergeant dans une telle expérience revêtait alors une pertinence endogène pour

¹⁴ C'est sur cet élément que se basent les scènes comiques d'un film grand-public ayant pour sujet les comités populaires, « TikTik Boum » (2011) avec Mohammad Saad « al-Lembi » pour acteur principal.

les participants aux comités, notamment les plus âgés, dont les discussions ont pu tourner autour de l'importance du maillon local dans un système démocratique et/ou la nécessité de remobiliser les comités au moment des élections pour protéger les électeurs des *baltagiyya* et, ainsi, s'assurer de la régularité du processus électoral (ceci restera cependant un vœu pieux sans lendemain au moment des législatives de 2011-12). Enfin, troisièmement, dans le mois qui a suivi le départ du Raïs, un grand nombre d'« association » (*jam'iya*) et de « coalition » (*i'tilâf*) ayant pour référent la « Révolution du 25 janvier » (mais sans mention de la Place Tahrir) ou directement les « comités populaires » a vu le jour dans de nombreux quartiers du Caire. Quels que soient l'action ou le plaidoyer qu'elles défendent (équipement et salubrité publics, entraide sociale ou lutte anti-corruption), ces structures associatives nées sur les décombres des comités populaires témoignent de la volonté de capitaliser sur cette expérience et, ainsi, de la faire perdurer, pour concurrencer les structures locales d'un État auquel on ne faisait de toute façon plus confiance de longue date.

En lien avec ceci, et au-delà de ce bilan propre aux comités populaires en tant que tels, l'émergence d'un tel phénomène au moment de la « Révolution du 25 janvier » peut être éclairante pour compléter les explications déjà proposées de la chute de Hosni Moubarak¹⁵, en réintroduisant une perspective locale sur le déroulement de ces évènements. Comme mentionné précédemment, les comités populaires se sont mis en place au moment de l'annonce du retrait total des forces

¹⁵ Outre les spéculations autour du rôle joué par le maréchal Tantawi et le Conseil suprême des forces armées, on sait également que Barack Obama a personnellement fait pression sur Hosni Moubarak pour le pousser vers la sortie, comme en témoigne le verbatim d'une conversation téléphonique en date du 1^{er} février entre eux deux, dont le *Time* (20 mai 2011) commente quelques extraits : « *I have no interest in embarrassing you,* ' the President said. *I want to help you secure your legacy by ushering in a new era.* ' He worked this track patiently, twice, three times. *I respect my elders,* ' Obama said, *'but because things worked one way in the past, that doesn't mean they're going to work the same in the future. You need to seize this historic moment and leave a positive legacy.'* Mubarak said he'd think about it and talk again in a week. Obama said he wanted to talk again the next day. Mubarak said maybe over the weekend; Mubarak said no: *'We'll talk in 24 hours.'* No threats, but no give, either.”

de police des rues d'Égypte. De ce point de vue, ils constituent une réponse de la société à une défaillance de l'appareil étatique. En Égypte, ce type de palliatif privé des carences de l'État n'a rien de nouveau et il constitue un phénomène structurel de l'équilibre politique dans le système Moubarak. C'est ce que relève J.-N. Ferrié, à propos des politiques publiques relevant de l'État-providence comme l'éducation, la santé, voire les transports, sous le règne de Hosni Moubarak :

« Face à ce retrait de l'État, dû tant à la nature de l'autoritarisme qu'à la faiblesse de ses ressources, les gouvernés s'organisent pour apporter des solutions privées aux problèmes publics. Plutôt que de protester collectivement, ils préfèrent résoudre ces problèmes avec les moyens dont ils disposent. Ce choix pragmatique a comme conséquences de décharger les gouvernants de la prise en charge d'une partie des attentes qu'ils devraient satisfaire, tout en liant les gouvernés à l'ordre même dont ils pâtissent, puisque les solutions consistent à faire ce qui est interdit, et à recourir à la privatisation indue de ressources publiques et à la corruption. L'essentiel de l'équilibre politique égyptien est là. »¹⁶

Ceci n'est pas sans faire écho à ce que l'on a pu observer à propos des comités populaires. En effet, si une petite minorité choisit de manifester collectivement, tant pour soutenir Moubarak que pour réclamer le retour de la police (les deux semblant aller de pair pour eux), l'écrasante majorité se réfugie dans des « solutions privées » au problème public de sécurité et de maintien de l'ordre posé par le retrait de la police, en composant avec les moyens du bord, le plus souvent à l'aide d'armes de fortune. Ils en viennent ainsi à « faire ce qui est interdit », c'est-à-dire réguler la circulation automobile en lieu et place de la police municipale (notamment lors de mobilisations diurnes à l'occasion des « manifestations du million » des mardi et vendredi), porter des armes et en faire

¹⁶ Jean-Noël Ferrié, « Les ressorts de l'équilibre politique durant la présidence de Hosni Moubarak », dans Battesti V. et Ireton F. (dirs) *L'Égypte au présent. Inventaire d'une société avant révolution*, Paris, Actes Sud, 2011, p.329.

usage, interpeller des concitoyens et, le cas échéant, les arrêter (ce qui revient finalement à les séquestrer, quand une telle action n'est pas menée par un représentant de l'ordre public). Tout ceci témoigne donc d'un recours à « la privatisation indue de ressources publiques », à savoir en l'espèce, l'autorité publique et l'exercice de la violence légitime dont l'État perd *de facto* le monopole.

Or, précisément, si ce que décrit J.-N. Ferrié à propos de l'équilibre politique égyptien sous Moubarak porte sur des politiques publiques propres à l'État-providence, son analyse reste pertinente dans le cas des prérogatives régaliennes de l'État que se sont accaparés indument les comités populaires. Cependant, on sait à présent que ce sont-là les limites de ce système et de son équilibre, dès lors que c'est ce désengagement de l'État dans sa mission de protection de la société qui a en partie contribué à la chute du président. À cet égard, on peut émettre l'hypothèse que le (mauvais) calcul de Hosni Moubarak pour résorber la crise à laquelle il faisait face, a consisté à présager que les termes de l'équilibre politique de son régime s'inverseraient, dans le cas où ils porteraient sur l'une des prérogatives régaliennes de l'État. Autrement dit, en donnant l'ordre à la police de se retirer, Moubarak a pu gager qu'il susciterait ainsi, non pas la recherche d'une solution privée au problème public de la sécurité telle qu'elle a pris forme avec les comités populaires, mais une protestation collective et une contre-manifestation qui viendraient déloger les opposants de la place Tahrir et mettre un terme à la contestation. Aussi, apparaît-il que l'enjeu central des événements de janvier-février 2011 a été le marais indécis de la « masse » prise en étau entre les deux minorités de la société égyptienne qui étaient aux prises dans le bras de fer engagé dès le 28 janvier —au moment du retrait des forces de l'ordre— à savoir, Moubarak et les caciques du régime d'un côté, et les

manifestants de la Place Tahrir de l'autre. Bien que chacune des deux parties était alors convaincue d'emporter avec elle l'adhésion du plus grand nombre, elles n'ont eu de cesse de tenter de s'assurer le soutien de la « masse » mobilisée dans la défense de son environnement direct dans les comités populaires. Ceci était particulièrement remarquable aux premiers jours du mois de février, au-delà même des manifestations de soutien (spontanées ou orchestrées) à Moubarak dont il a été question plus haut. C'est ainsi que les cellules des comités seront régulièrement alimentées en tracts, invitant les comités à rejoindre un camp ou un autre, qui serviront plus souvent d'allume-feu que de levier de mobilisation. C'est également ainsi que, au lendemain du « combat du chameau » et à la veille du « Vendredi de la persévération (*sumûd*) » (4 février 2011), des policiers en civil escortés par des soldats de l'armée dans les véhicules de police patrouillent dans tout le Caire auprès des comités populaires pour leur donner l'instruction de mobiliser en journée ; ce qui sera interprété par un jeune participant aux comités al-Manyal comme une tentative de leur part d'effrayer les gens pour les décourager à quitter leur domicile pour se rendre à Tahrir. Cela donnera lieu à une vive altercation entre le jeune et le policier et créera au sein des comités une division latente entre les pro- et les anti-Tahrir, épousant assez fidèlement le clivage générationnel.

Au total, l'angle d'analyse offert par les comités populaires a ceci de fécond qu'il permet d'avoir une vision, même partielle, du groupe de protagonistes de la révolution le plus important numériquement, et dont les médias ont fait si peu cas, préférant mettre en lumière le rôle des manifestants, anti- et pro-Moubarak, de l'armée et des différentes factions des forces publiques. Or, en recadrant l'analyse sur cette catégorie de participants, il est possible de mieux comprendre les raisons de la chute de Moubarak. Il est également possible de mieux expliquer la situation

de l'Égypte à la fin de l'année 2011, suite au « second round de la révolution », dès lors que l'on connaît l'antériorité du « chantage » à la sécurité introduit par Moubarak et son ministre de l'Intérieur, Habîb al-‘Âdlî, et poursuivi par le tout nouveau gouvernement Ganzourî dont la priorité est la sécurité¹⁷, et non la réforme politique que les manifestants de Tahrir appellent de leurs vœux.

¹⁷cf. *Al-Sharq al-awsat*, 1^{er} décembre 2011.